



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

Accord de libre-échange avec l'UE Serait-ce que du vent?

L'accord de libre-échange avec l'Union européenne s'est fréquemment retrouvé à la «une» des médias. Comme si le Département de l'économie cherchait à faire le forcing. Que cherche-t-on à nous vendre? Etre concurrentiels avec nos collègues de l'UE, augmenter les exportations et gagner des parts de marchés; voici les mots clés. Cet accord, selon l'Union suisse des paysans, pourrait, dans le meilleur des cas, provoquer une baisse du revenu du travail de 65%. Le département de l'économie prévoit pour sa part que la baisse de 25% des prix aux consommateurs et que le gain d'efficacité dans la filière permettrait d'augmenter le PIB de 0.5%. Ces chiffres tendent à nous faire penser que la survie agricole passerait par une réduction drastique et généralisée de nos prix.

Là où les choses se compliquent, c'est que l'on veut nous faire croire que nos produits sont interchangeable avec ceux de l'Union européenne et que si nous ne baissions pas nos prix, les acheteurs iront tout simplement se fournir à l'étranger. Selon nous, tel n'est pas le cas; nos produits ont une qualité particulière qui correspond aux attentes de nos consommateurs. Il se peut qu'une partie de la quantité produite, disons 30% pour être généreux, pourrait se trouver en concurrence directe avec celle de l'Union car nous pourrions la mélanger à la production locale sans que les exigences des consommateurs en pâtissent. Suivant cette théorie, il n'en demeure pas moins que les 70% restant devraient être produits en Suisse. Alors qu'est-ce qui nous empêche de ne produire que ces 70% et d'exiger pour ceux-ci un prix correspondant à la qualité suisse sans laquelle pas une miche de pain ne serait vendue? Cela pourrait être un scénario plausible pour autant que nous ayons les capacités et la volonté de nous organiser



Pour une Europe des producteurs et non des spéculateurs...

et d'imposer un prix «excellence». Puis pour finir, c'est une décision politique... et climatique: pour importer 30% de ce que nous produisons actuellement, il faudrait 56'214 camions de 28 tonnes sur nos routes. Cela correspond à 8% de l'objectif de trafic poids lourd que s'est fixé Moritz Leuenberger pour 2009.

Aujourd'hui, les acheteurs ne semblent pas prêts à payer le juste prix pour notre production; ils sont bien plus intéressés à ce que le Conseil fédéral, par les mesures d'accompagnement, se substitue à leur devoir de rémunérer notre travail. Si nous n'y prenons pas garde, accord de libre-échange ou pas, les menaces sur les prix et le discours ambiant nous auront peut-être amenés à réduire nos prix de nous-mêmes. Pas idiots, les distributeurs réussiraient ainsi à obtenir des produits

agricoles suisses à un prix «européen», en les vendant au prix suisse au consommateur... sans avoir dû déboursier un sous mais en empochant la différence et sans avaler de kilomètres. Nous comprenons le souci des consommateurs sur la hausse des prix; notre pays, au lieu de se priver d'entrées financières, devrait s'assurer par une politique sociale durable, que chaque citoyen puisse accéder aux produits locaux. Nous ne sommes pas prêts à faire du dumping social ni environnemental. Pour Uniterre, le succès d'un secteur économique ne se mesure pas à ses exportations, mais au fait que les personnes qui y travaillent reçoivent des prix et des salaires justes et que l'environnement n'en pâtisse pas. Ces conditions réunies, nous pourrions alors initier une discussion.

Uniterre



EMB

Congrès

Pages 2,6,7



International

Séjour en Equateur

Page 3



Eclairage

Filières en question

Pages 4-5



Agrifutura

Association tessinoise

Page 8

RÉSOLUTION DES PRODUCTEURS DE LAIT EUROPÉENS

Régulation active du marché: marchés équilibrés et prix équitables

Depuis 2007, les marchés européens et internationaux du lait connaissent pour la première fois depuis longtemps une évolution positive. Dans les années

conséquences dramatiques pour le tissu socio-économique local et le paysage transformé par l'homme.

Les revendications précises des pro-

4. Une protection externe efficace contre le dumping.

Seuls ces impératifs permettront d'approvisionner en toute sécurité et de façon durable les citoyens européens en produits laitiers non seulement de haute qualité mais dont la production répondra aux mêmes critères de pérennité, de respect de l'environnement et de préservation d'un paysage cultivé européen unique en son genre.

Nous, producteurs et productrices de lait regroupés au sein du European Milk Board (EMB), sommes déterminés à lutter pour notre avenir et à ne pas nous laisser sacrifier sur l'autel du libre échange! Nous engageons dans notre lutte l'industrie laitière européenne. La filière laitière n'a de l'avenir que si les coûts de production peuvent être couverts. Si les laiteries refusent de coopérer avec nous pour établir des conditions de cadre adéquates et de payer un prix à la production de lait couvrant pleinement les coûts de production, elles s'exposent au risque d'arrêt de la livraison de lait.

EMB



Les vaches de toutes les organisations membres d'EMB accueillent les délégué-e-s.

précédentes, les prix extrêmement bas versés aux producteurs de lait provoquent un net recul de la production laitière dans certaines régions ainsi qu'un tarissement des excédents et des réserves en UE. Les exportations de produits laitiers européens n'échappèrent pas à ce déclin qui attisa une hausse tout aussi sensible du prix de ces mêmes produits sur le marché mondial.

A la lumière des changements observés sur le marché, des efforts sont déployés en UE afin de restaurer la situation d'excédent et ainsi de rétablir les pressions exercées sur les prix à la production laitière. Les suggestions actuelles concourent toutes à cet objectif.

Plus de 4'500 producteurs de lait se sont rendus le 13 février à Bruxelles pour opposer leur refus catégorique à cette exigence posée par les politiques et les fonctionnaires. Les producteurs de lait européens affirment clairement qu'à long terme, ils ne sont pas en mesure d'assurer la production laitière à un prix inférieur aux coûts de production. En l'absence de prix à la production couvrant les coûts, l'approvisionnement des citoyens européens en produits laitiers sains issus d'une filière européenne de qualité ne peut être garanti. Des régions entières pourraient abandonner la production laitière, entraînant des

ducteurs de lait en Europe se déclinent comme suit:

1. Une production laitière doit être préservée sur la totalité du territoire européen.
2. Le prix du lait en Europe doit couvrir les coûts de production, incluant une rémunération juste et comparable du travail.
3. Une régulation souple des volumes qui adapte l'offre à la demande et se trouve dans les mains des producteurs.

Adhérer à EMB

Participez au mouvement européen pour un prix équitable du lait en adhérant à la commission lait.

Signez le contrat d'Uniterre «par litre de lait, 1 franc pour le paysan». 021 601 74 67 ou www.uniterre.ch



4'500 producteurs de lait européens se sont réunis à Bruxelles.

Conférences à l'enseigne des Communes sans OGM

Depuis deux ans, une petite centaine de communes suisses se sont déclarées sans OGM. Tous les agriculteurs y ont signé une déclaration dans laquelle ils renoncent à utiliser des OGM. Pour rappeler le sens de cette démarche et en relancer l'idée dans d'autres communes, StopOGM a préparé une série de conférences-débats. Occasions de réfléchir aux problèmes que posent les OGM et aux avantages de garder une agriculture et un environnement sans OGM. Entrée gratuite.

• Lilian Ceballos, docteur en pharmacie et écologue: «OGM et santé animale: état des lieux», mardi 15 avril 2008, 20h30 Salle du Cazard, Rue Pré-du-Marché 15, Lausanne.

• Catherine Morand, responsable Antenne romande de SWISSAID: «L'histoire tragique du coton transgénique en Inde», jeudi 24 avril 2008, 20h Kinderstube Université Miséricorde de Fribourg, Rue de l'Hôpital 4, Fribourg

• Frédéric Brand, président de l'association suisse pour la promotion des AOC-IGP, «Les AOC doivent-elles exclure l'utilisation des OGM?», jeudi 8 mai 2008, 20h15 Salle de commune du Vampire, Rue des Petits Epineys, Martigny

• Eric Meunier, rédacteur d'Inf'OGM Veille citoyenne sur les OGM, Paris, «Les forêts transgéniques: fantôme ou réalité?», mercredi 21 mai 2008, 20h15 Salle du Soleil, Rue des Moulins, Delémont

• Lilian Ceballos, docteur en pharmacie et écologue, «Abeilles et OGM: problèmes d'évaluation», mardi 27 mai, 20h15 Ecole d'agriculture de Châteauneuf, Avenue Maurice-Troillet 260, Sion ET mercredi 28 mai 2008, 20h15 La Rebette, Grand'Rue 56, Chézard-Saint-Martin / NE

Renseignements :

Güldeniz Üregen, tél. 032 852 08 64, g.ueregen@stopogm.ch

StopOGM Coordination romande sur le génie génétique: www.stopogm.ch info@stopogm.ch

INTERNATIONAL

Des paysans suisses en Equateur

Mathias Corthay, paysan au Carre d'Aval dans le canton de Genève a participé à un voyage organisé par l'ONG Swissaid en Equateur. L'objectif de ce périple de 10 jours était de permettre à des paysans suisses de découvrir les réalités d'un pays du Sud en visitant quelques projets de Swissaid et de sensibiliser ensuite leur entourage, autant familial que professionnel, à la problématique agricole de l'Equateur.

La délégation emmenée par Swissaid comptait des paysans de Bio Suisse, d'IP Suisse, d'Uniterre et une employée de l'Union Suisse des Paysans. Ce voyage en Equateur faisait suite à une précédente visite de paysans équatoriens en Suisse.

Au cœur des Andes

La première partie du séjour s'est déroulée dans les Andes. L'agriculture y est essentiellement tournée vers le marché local et l'auto subsistance. Les productions principales sont la pomme de terre et une variété indigène de fèves vertes appelées «avas». S'ajoutent un peu de maïs et l'élevage de vaches laitières, entre autres pour la fabrication de fromage frais. L'approvisionnement en eau est une des problématiques rencontrées par la population. C'est ce qui a amené Swissaid à soutenir divers projets touchant à l'hydraulique. L'objectif est de pouvoir amener l'eau potable jusqu'aux maisons et/ou assurer l'irrigation des champs.

La population locale joue un rôle clé



L'eau potable aux portes des maisons.

dans ces projets puisque si Swissaid finance le matériel, c'est les habitants qui donnent la main d'oeuvre voire financent une partie du projet, si leurs moyens financiers le leur permettent. L'entraide et le travail communautaire traditionnel, la «minga», est mis à contribution. Mathias Corthay évoque la persévérance des habitants de 10 villages qui ont travaillé pendant 9 ans afin de mettre sur pied un vaste réseau hydraulique. Là où personne ne croyait à sa faisabilité, les paysans, soutenus par Swissaid, ont creusé parfois la pierre

pour y installer les tuyaux sur plus de 1000 mètres de dénivelé. Mathias a été particulièrement impressionné par le manque d'infrastructures à disposition des communautés rurales et par le fait que la réalisation de ce type de travaux repose entièrement sur la volonté des habitants si peu soutenus par l'Etat. A eux de fournir le travail et à rechercher des bailleurs de fonds étrangers. Ce travail est titanesque; nous ne nous en rendons pas compte puisqu'en Suisse, c'est un acquis qui va de soi.

Des femmes garantes de la biodiversité

Swissaid soutient également un autre type de projets, principalement orientés vers les femmes. L'ONG encourage la mise en culture de jardins biologiques permettant aux femmes, par la vente

prix dérisoires pour leurs produits. Ce projet de jardins biologiques s'accompagne de la revitalisation des semences traditionnelles. Celles-ci sont vendues lors de petits marchés permettant ainsi de maintenir et cultiver la biodiversité.

La «Côte» regarde au delà

La délégation s'est rendue ensuite dans la région côtière pour découvrir une agriculture fort différente. Plus intensive, elle est constituée de grandes exploitations qui dépassent bien souvent la centaine d'hectares et dont les produits sont destinés à l'exportation.

La délégation en a profité pour visiter une plantation de palmiers à huile. Cette culture est implantée en Equateur depuis environ 50 ans. L'exploitation visitée compte 4'000 hectares de palmiers à huile et 1'800 hectares de bananes. Un

également mettre en place un marché des produits agricoles par le biais de centres collecteurs gérés par l'Etat et permettant un certain contrôle des prix au producteur. L'instabilité des prix est une des grandes plaies de l'agriculture équatorienne.

Ce bref séjour a révélé les fortes disparités qui existent entre la région des Andes et celle de la Côte. Bien que la Suisse ait également des zones de montagne et de plaine, le clivage n'est pas aussi marqué. Les contacts avec les paysans équatoriens ont été extrêmement riches. Selon Mathias, «même si peu de mots ont été échangés, nous avons ressenti que nous faisons le même travail, que chacun de notre côté nous avons des défis à relever. Le décalage culturel que nous avons vécu a été très positif, c'est comme un bol d'air dont nous devrions bénéficier régulièrement pour prendre du recul. Cela fait du bien, l'esprit s'ouvre».

Amusé et satisfait, Mathias ajoute que «l'un des effets collatéraux de ce séjour à la découverte des réalités des collègues sud américains, a été l'échange, les débats très riches entre paysans de la délégation suisse sur notre propre vécu agricole en Suisse. Nous avons parlé du bio, de la vente directe, de nos visions respectives de l'agriculture et de bien d'autres sujets sans que les clivages cultivés en Suisse ne soient un frein au débat. Bien souvent, nous avons pu tirer des parallèles entre l'agriculture suisse et équatorienne comme la problématique des prix et l'ouverture des frontières».

Autre point à relever, la délégation n'a pas rencontré d'organisations paysannes pendant son séjour. Mathias s'est demandé s'il en existait en Equateur. Il a constaté sur place que les ONG semblent jouer un rôle de lobbyistes auprès du Ministère de l'agriculture. Elles s'engagent pour que le droit à l'eau devienne une réalité ou pour que le gouvernement soutienne par exemple la mise en place de processus de certification écologique. Elle encouragent aussi, avec leurs partenaires locaux, une production écologique, la mise en place de systèmes permettant une stabilisation des prix et une meilleure commercialisation des produits.

Valentina Hemmeler Maïga



Marché de la biodiversité où les femmes vendent des semences locales.

de leurs produits sur les marchés, de générer un revenu. Plusieurs femmes étaient jusqu'alors forcées de travailler dans les plantations de fleurs pour amener de l'argent au foyer. Elles ont abandonné ce travail pénible; nombre d'entre elles ont été atteintes de maladie suite à leurs activités dans l'horticulture sous serre destinée à l'exportation, notamment en raison de l'exposition aux pesticides. Avec les jardins familiaux bio, elles se retrouvent plus à l'aise dans des projets qu'elles maîtrisent de A jusqu'à Z. La vente de leurs produits se fait en commun sur un stand de marché; initiative indispensable car elles sont bien souvent exploitées par des acheteurs qui essaient d'obtenir des

Chinois est à la tête de cet immense domaine. Afin d'augmenter le rendement, une partie du domaine est irrigué. 400 produits peuvent être dérivés du palmier à huile tels que les huiles alimentaires, les cosmétiques, les savons, les produits de nettoyage etc.

Le séjour s'est achevé par une rencontre avec le Ministre de l'agriculture. Une des difficultés de ce pays est la forte instabilité politique qui empêche, entre autre, la mise en place d'une politique agricole sur le moyen terme. Nombre de gouvernements n'ont pas tenu une année. Le Ministère s'intéresse à développer les exportations tout en étudiant les possibilités d'augmenter le taux d'auto approvisionnement du pays. Il aimerait

Photos: archives SWISSAID
Pour en savoir plus sur le sujet:
www.swissaid.ch

ECLAIRAGE

Quelles marges de manœuvre pour les producteurs et les consommateurs?

L'agriculture a comme fonction de fournir des aliments frais et de qualité aux consommateurs et de mettre en valeur la production par un marketing approprié. Pour cela, les producteurs doivent gérer les circuits des marchandises à partir de la ferme et encadrer le marché jusqu'au consommateur pour pouvoir valoriser au mieux les aliments. Les secteurs de la transformation et de la distribution ne doivent servir que cet objectif.

Aujourd'hui, tant la transformation que la distribution poursuivent une propre stratégie de valorisation en dehors de cette relation de producteurs à consommateurs. Ces deux secteurs mentionnés achètent les aliments en tant que matière première, imposent des prix à la baisse en raison de leur position monopolistique et réalisent des marges significatives de plus-value durant la transformation et la vente. La fraîcheur ainsi qu'une partie importante des qualités intrinsèques des aliments se perdent durant ce processus.

Le pouvoir d'achat des consommateurs est capté par la transformation et la distribution. La pratique commerciale de pression sur les prix menace les producteurs et les structures de production. Afin que ceux-ci puissent organiser la chaîne de valorisation, ils ont besoin d'un pouvoir de négociation pour contenir la logique de rationalisation et de croissance de la transformation et de la distribution. La finalité de la production, qui est de satisfaire des besoins vitaux essentiels, ne doit jamais être perdue de vue. Pour pouvoir maintenir une agriculture de proximité de qualité, il faut impérativement recréer la relation entre producteurs et consommateurs. Mais comment réussir à imposer cet objectif d'intérêt commun et de santé publique face à la croissance économique forcée et la concentration des entreprises dans le secteur de la transformation industrielle et de la grande distribution commerciale?

L'importance de l'agriculture

Dans les récents développements économiques, une chose simple apparaît comme une nouvelle évidence: l'agriculture demeurera une donnée centrale en terme de développement économique des sociétés humaines. Il est probable que la lutte pour les ressources agricoles s'intensifiera dans l'avenir. Malgré cela, une fraction de la place financière et commerciale suisse maintient la pression sur l'agriculture. Le résultat de cette pression, qui s'exerce d'abord sur les prix, est la concentration et le démontage de l'outil de production et de transformation. Depuis ces 15 dernières années, les politiques agricoles successives adoptent ainsi une politique libérale dans le domaine de

la mise sur le marché et une politique interventionniste dans le domaine de l'environnement. Mais pour un pays, l'option de compter uniquement sur un pouvoir d'achat en matière de politique agricole et donc alimentaire, ne remplacera jamais la valeur et l'utilité sociale d'une structure de production diversifiée.

La crise de la globalisation

Le rôle de l'économie est de permettre la rencontre entre la demande et l'offre et de favoriser une gestion optimale du processus de production et

dominant est dans une crise profonde, provoquée par l'accélération du phénomène de globalisation. L'impact écologique de l'activité économique ainsi que la limitation des ressources minérales marquent les contours de cette crise. Dans une période de crise, la société doit développer les capacités pour rechercher et négocier de nouvelles règles. Une donnée centrale dans ce processus est la communication. A travers un échange collectif, la connaissance se développe, des hypothèses peuvent être validées et mener vers une redéfinition de valeurs mutuellement reconnues.



Les distributeurs doivent servir les producteurs et les consommateurs et non pas poursuivre leur propre stratégie de valorisation. C'est ce qu'Uniterre a aussi rappelé à Coop en décembre dernier...

de distribution en visant un bilan énergétique équilibré. La misère sociale et le gaspillage systématique des ressources est un signe de mauvaise organisation. Dès le milieu du 19^{ème} siècle, avec le développement du moteur à combustion, la production alimentaire s'internationalise et s'intègre progressivement au niveau mondial, notamment par une augmentation constante des transports.

C'est ainsi qu'en Europe, comme en Suisse, les surfaces occupées pour la production de lait et de viande ont fortement augmentées, alors que celles destinées aux cultures céréalières ont régressées.

Aujourd'hui, le modèle économique

Le mouvement coopératif comme élément de réponse à la globalisation

Historiquement les coopératives ont été une réponse des producteurs et des consommateurs face à l'incapacité du commerce à organiser un équilibre entre les besoins alimentaires et les nécessités de la production. Durant les périodes de guerre et de pénurie, ces coopératives ont servi d'instrument pour l'application des politiques interventionnistes de l'État. Ainsi les coopératives, autant dans le domaine de la production que dans celui de la consommation, sont devenues une des formes principales d'organisation dans le secteur alimentaire. Face aux producteurs, les coopératives,

en tant qu'acheteurs, transformateurs ou distributeurs sont omniprésentes. Nous ne nommerons ici que la Coop, la Migros, la Fenaco ou encore les coopératives laitières. Actuellement, les grandes coopératives du secteur affirment, lors de négociations et de discussions, ne bénéficier d'aucun pouvoir d'intervention, ni de marge de manœuvre face aux mécanismes du marché. Souvent on remarque qu'elles s'éloignent des buts fixés initialement. Elles ont renoncé à être des instruments de ce capital social dont elles sont pourtant l'expression. A ce titre elles portent une part de responsabilité dans la crise actuelle.

En effet, dans le secteur alimentaire, la société par action, courante dans la production industrielle, ne correspondait ni aux attentes des consommateurs, ni aux besoins des producteurs. Les coopératives apparaissaient comme des outils idéaux pour répondre à la satisfaction des besoins fondamentaux, indépendants de la logique de croissance. Afin d'organiser durablement l'utilisation des ressources naturelles, des plantes et des animaux les coopératives représentaient un instrument approprié.

Elles étaient idéalement conçues comme un outil d'exercice de la souveraineté et de la liberté, répondant à un intérêt social prépondérant. Dans cette idée, la formation, l'éducation et l'information faisaient souvent partie intégrante du mouvement coopératif. Ceci autant au niveau des consommateurs qu'au niveau des producteurs.

Le fait que les sociétés de consommation et les sociétés agricoles se soient fédérées pour une courte période à la fin du 19^{ème} siècle au sein de l'Union Suisse des Coopératives est un symbole important qui illustre la convergence des intérêts entre producteurs et consommateurs.

Perspectives pour les organisations de consommateurs et de producteurs

Avec le développement de la grande distribution, la distance entre consommateurs et producteurs s'est agrandie. Le fameux ciseau entre une évolution inversée des prix à la consommation

et des prix aux producteurs en est une illustration. Malgré toutes les promesses des campagnes publicitaires, cet écart continue de se creuser. La vérité des relations complexes entre consommation et production reste cachée et ainsi la discussion véritable sur la production n'a pas lieu.

Mais l'information sur la production et les risques y liés est une condition essentielle pour que les consommateurs puissent intervenir dans la mise en place d'une organisation de la sécurité et de la souveraineté alimentaire à long terme. Les producteurs doivent mettre la production au centre du débat, en essayant de soulever un maximum de questions autour de cette dernière.

Les marques sont un outil de communication. Pour être crédibles, ces dernières doivent être défendues et reconnues par les organisations des producteurs et des consommateurs. Elles doivent répondre à un ensemble de règles, de valeurs et de conditions définies, notamment au niveau du social, des prix, de l'énergie et de la qualité des produits. Tous ces éléments doivent favoriser une production locale à long terme.

Nous devons trouver des solutions durables qui se situent au-delà du protectionnisme et de la surproduction. Pour cela il faut admettre que le modèle économique basé sur une croissance illimitée fait face à des limites absolues.

Pour pouvoir manger tous les jours, il faut que quelqu'un ait produit ces denrées alimentaires. Il ne s'agit pas uniquement de gérer la distribution des marchandises et la gestion des déchets, mais d'assurer d'abord une production. Nous devons nous poser des questions sur le comment de cette production: comment elle se fait actuellement, ce qu'il faudrait modifier et à quoi elle pourrait ressembler à l'avenir. Car nous absorbons tous les jours le produit de l'agriculture. C'est la raison pour laquelle la grande majorité de la population se pose des questions sur l'agriculture alors qu'elle se trouve très loin de toute la réalité de la production. Un autre axe est bien sûr la constitution d'organisations indépendantes et fortes, tant au niveau de la production que de la consommation. Elles doivent à la fois organiser et regrouper l'offre comme la demande pour fonder un pouvoir de négociation et pour remettre la distribution à son

rôle. Ces organisations économiques doivent être capables d'affirmer leurs intérêts convergents.

L'exemple de «M-Printemps»

L'idéologie assez vague du «capital social», également illustré concrètement par le «pour cent culturel» était un puissant argument de création d'identité d'entreprise pour Migros. Le soutien à l'agriculture indigène était la condition pour une «alimentation saine pour la population» dans le but de fournir des aliments de qualité au meilleur prix possible. En 1974, l'assemblée des délégués de Migros a adopté des «principes pour une politique de croissance et d'environnement durable». Ces lignes directives obligeaient la Migros à une réduction volontaire de la croissance et à soutenir la protection de l'environnement. En 1979, une association dénommée «M-Printemps» a dressé une série de revendications adressées à Migros. Lors de l'assemblée générale, ce mouvement a tenté d'imposer une démocratisation des structures dirigeantes à travers le processus électoral. La critique portait

notamment sur le manque d'éthique sociale dans la politique de prix vis-à-vis des producteurs, tant au niveau local qu'au niveau international (avec l'exemple des bananes, déjà dénoncé en 1973 par la «Déclaration de Berne»). La politique environnementale de la Migros, tant au niveau des méthodes de production, qu'au niveau du gaspillage dans les pratiques de vente, était également dénoncée.

Au premier abord, ce mouvement n'a certes pas réussi à imposer la démocratisation souhaitée, mais il a en tout cas réussi à créer un large débat autour des pratiques commerciales et du développement du plus grand distributeur suisse. De cette manière, il a contribué à certains changements dans les pratiques commerciales de la grande distribution (commerce équitable, production biologique, appellations d'origine). Finalement ce mouvement précurseur dans de nombreux domaines, a probablement été victime de sa stratégie de tentative de démocratisation interne et d'une réaction très virulente de la part de l'administration de la Migros.

Rudi Berli

17 AVRIL, JOURNÉE DES LUTTES PAYSANNES

Le 17 avril est la journée internationale des luttes paysannes, instaurée lors de la seconde Conférence internationale à Tlaxcala (Mexique), suite au massacre de 19 paysans sans terre du Mouvement des Sans Terre (MST) au Brésil le 17 avril 1996.

Pour marquer la journée internationale des luttes paysannes, La Via Campesina et ses alliés organisent des mobilisations et actions dans le monde entier.

En Suisse, Uniterre commémore cette journée depuis 2001. Cette année, des événements sont prévus à Genève et à Fribourg déjà, notamment en collaboration avec les initiatives d'agriculture contractuelle de proximité.

Vous voulez marquer l'événement dans votre région? Vous avez besoin d'un coup de main pour le préparer? Vous désirez le faire connaître via le journal Uniterre ou dans la presse générale?

Faites le nous savoir! 021 601 74 67. Le secrétariat se tient à disposition pour vous soutenir.

UNITERRE VAUD

Après plusieurs années d'activités, Marie-Laure Dind a décidé de se retirer du comité vaudois. Toute l'équipe la remercie de son engagement.

Suite à son départ, la section Vaud d'Uniterre recherche un-e secrétaire qui serait prêt-e à donner un peu de son temps pour le comité cantonal.

Le comité se réunit prochainement les:

- mardi 18 mars et
- mercredi 23 avril

à l'Auberge communale de Poliez-le-Grand à 20h. N'hésitez pas à venir nous y rencontrer.

Plus d'infos:

Charles Bernard Bolay au
079 409 14 42 ou
Jean-Eugène Pasche au
021 905 32 97.

MERCI

Il suit toujours l'actualité et se fait l'écho des activités de votre syndicat. Visitez et faites connaître votre site internet:
www.uniterre.ch

T-SHIRT UNITERRE

Commandez des t-shirts de votre syndicat au prix de 20.-
info@uniterre.ch
021 601 74 67

POUDRE DE LAIT: DE QUI SE MOQUE-T-ON?

Pour exporter de la poudre de lait, nos transformateurs doivent maintenant payer une taxe à l'Europe. En résumé, au lieu de payer un prix correct pour le lait suisse, ils remplissent les caisses de Bruxelles. Bravo, vous êtes des champions, on peut vraiment vous faire une entière confiance, vous maîtrisez totalement le sujet; vous avez tout compris!!! C'est un monde! La poudre de lait en Suisse est moins chère qu'en Europe! Comment cela est-il possible? Nos transformateurs sont-ils incapables de vendre leurs produits? Depuis le temps qu'ils nous bassinent avec leur conquête de «nouvelles parts de marché», d'ouverture avec l'Europe... la réalité est beaucoup moins flatteuse. Dans un contexte de revalorisation - le mot est trop faible - le terme correct serait «dans un contexte d'envolée des prix», ils n'ont même pas été capables d'aller chercher la plus-value sur le marché. Ils sont même tellement mauvais vendeurs que l'Union européenne leur a collé (pas bon élève, tapé sur les doigts) une taxe douanière sur la poudre de lait suisse pour ramener son prix à celui de la poudre de lait européenne. Est-ce que le Conseil fédéral a seulement imaginé lors de la signature des Bilatérales II que ce scénario serait possible? Une agriculture suisse tellement compétitive que l'Europe lui mette des bâtons dans les roues. Comment en est-on arrivé là? Incompétence? Manque de vision? Manque de réflexion? On se raccroche à de vieux réflexes: le calendrier de l'évolution des prix de la Confédération, les études du Poly de Zürich, les pronostics d'Economie Suisse, ceux du «Groupement d'intérêt pour une agriculture offensive». Tout faux, ils ont tout faux, on peut le dire, ils se trompent, ils n'ont pas raison; mais cela, jamais ils ne le reconnaîtront. Ce sera toujours de la faute de Pierre, Paul, Jacques ou Jean si leurs projections s'avèrent erronées. Pas la moindre trace d'honnêteté intellectuelle, pas un mot d'excuse pour les millions perdus pour les producteurs. Je pense finalement que les transformateurs ont pour objectif prioritaire d'acheter le lait le moins cher possible. Pour y arriver, la Confédération leur fait la part belle avec l'abandon du contingentement laitier. De leur côté, ils cherchent à diviser les producteurs et à créer un surplus de quantités pour faire baisser le prix. Les transformateurs semblent mettre plus d'énergie à diviser les producteurs plutôt que de bien vendre leurs produits. Ce signe ne doit pas nous tromper; il est important, très important que les producteurs montrent un front unis face aux autres acteurs du marché. L'avenir est en marche, c'est maintenant que nous avons une carte à jouer! A voir comme les autres s'agitent, ils n'ont pas très envie de nous voir bien jouer! Ne nous laissons pas distraire par leur effet de manche, mais restons concentrés pour jouer unis dans ce panier de crabes.

Jean-Eugène Pasche

EMB, CONGRÈS DE BRUXELLES

Le congrès d'EMB réunit 4'500 producteurs plus que motivés

Environ 4'500 producteurs et productrices de lait, issus de 15 pays européens, furent accueillis mercredi sur le site de Tour & Taxis à Bruxelles par Romuald Schaber, Président du European Milk Board. Des producteurs de lait en provenance de la Suède et du Danemark en Scandinavie, du Pays de Galles, de l'Ecosse et de l'Irlande, sans oublier des Pays-Bas, de la France, de l'Allemagne, du Luxembourg, de la Suisse, de l'Autriche, de la Hongrie, de l'Italie, de l'Espagne et de la Croatie, se sont rassemblés à Bruxelles.

Bien plus nombreux que prévu, les producteurs et productrices de lait affirmèrent unanimement leur appui et leur solidarité envers les objectifs de l'EMB et exposèrent leurs contre-arguments aux plans de la Commission européenne.

«Nous, producteurs de lait affectés par la politique agricole commune, sommes aujourd'hui présents à l'épicentre du pouvoir et demandons la parole», lança Romuald Schaber, Président de l'EMB, dès le début de son discours d'introduction. «Nous avons le lait que réclament au quotidien tous les citoyens pour satisfaire leurs besoins», souligne le Président de l'EMB en rappelant que les producteurs de lait ne peuvent être privés plus longtemps de leur droit à influencer le marché. «Nous voici aujourd'hui prêts à participer au débat et à la prise de décision car nous n'acceptons plus que les décisions soient prises par-dessus nos têtes». Selon lui, les producteurs de lait sont parés pour assumer leur responsabilité sur le marché laitier. Schaber en profita pour mettre en exergue l'importance des laiteries: «Nous sommes tous dans le même bateau et devons barrer sur un même cap. En effet, le temps est révolu où les producteurs de lait ramaient en cale à une cadence imposée sur le pont par d'autres, soucieux d'augmenter sans cesse cette même cadence. Le lait est un produit trop délicat pour un tel traitement». La production de lait, c'est l'affaire de tous, selon Schaber qui rejette les projets de la Commission européenne de relever les quotas laitiers et d'abolir les quotas vers 2014/2015 argumentant que cette politique entrave l'instauration d'un prix du lait couvrant les frais de production.

«Nous, agriculteurs, sommes déterminés à prendre notre destin en main», c'est sur ces paroles que Romuald Schaber, Président de l'EMB, déclara ouvert le premier congrès européen des producteurs laitiers organisé par l'EMB. Aux

côtés des représentants des fédérations nationales affiliées à l'European Milk Board et des 4'500 producteurs de lait issus de toute l'Europe, des scientifiques, un représentant de l'industrie laitière et des spécialistes du terrain ont débattu.

L'offensive menée par l'industrie laitière européenne afin d'exporter ses produits de laiterie affecte également grandement les producteurs de lait implantés dans d'autres parties du monde, selon Hannes Lorenzen. Il présenta les résultats d'une étude internationale lancée par la Fondation Heinrich Böll et MISEREOR: «Nous ne nous opposons pas au commerce international équitable, toutefois, le dumping social et écologique doit cesser. Telle est notre revendication

poignée de grandes multinationales», déclare Lorenzen. «Le terme d'entrave au commerce n'est pas injurieux, contrairement à l'usage qui en est souvent fait. Les entraves au commerce servent à protéger la sécurité alimentaire». Il conseilla aux producteurs de lait de reconquérir leurs marchés locaux et régionaux plutôt que de s'embarquer dans la course aux produits à bas prix à l'échelle mondiale.

Lors de la session thématique consacrée au «marché du lait, coûts et prix», Daniel-M. Gouin de la chaire en analyse de la politique agricole de l'Université Laval de Québec démontra, par le truchement d'une étude comparative et de portée mondiale consacrée aux

buable européen. L'Union européenne, mais aussi les Etats-Unis vécurent des expériences similaires naguère dans le secteur céréalier. L'espoir de la Commission européenne en une accélération de la croissance de la demande mondiale repose sur l'hypothèse que la croissance économique se poursuivra particulièrement en Asie et en Amérique latine. Cependant, personne ne sait si cette hypothèse se vérifiera.

Joop Kleibeuker, Secrétaire général de l'Association laitière européenne (EDA), présenta les évolutions du marché mondial du lait telles qu'observées du point de vue de l'industrie laitière, qui table, par contre, pour les prochaines années sur une demande mondiale excédentaire. Kleibeuker souligna que l'Europe avait perdu sa position historiquement forte sur le marché mondial. A son avis, une croissance plus rentable est possible sans quota.

Dieter Hanselmann, conseiller agricole depuis 20 ans en Allemagne auprès d'exploitations d'élevage laitier performantes, analysa, par le biais d'un comparatif entre les coûts de production et les efforts au travail dans les exploitations allemandes, dans quelle mesure cette croissance est pertinente pour les producteurs. Il arriva à la conclusion suivante: «La croissance n'est, pour le producteur, porteuse de sens que lorsque le prix du lait est bon, à savoir lorsque le producteur est en mesure, grâce au prix versé, de rémunérer sa main d'oeuvre et de se constituer également le capital propre nécessaire».

Johannes Pfaller, producteur de lait bavarois, apporta, lors de son intervention, un éclairage sur les conséquences de prix laitiers non rémunérateurs sur le quotidien et les perspectives des éleveurs laitiers. Il décrivit concrètement combien ces prix non rémunérateurs pèsent très lourdement sur les familles paysannes et expliqua les menaces sérieuses qui planent sur la pérennité de la production de lait en raison de l'absence de perspectives pour la jeune génération. «La rentabilité de la production laitière passe avant la croissance et nous avons, pour cette raison, besoin de quotas», telle fut la conclusion de son exposé.

Chargé de représenter la commissaire à l'agriculture de l'UE, Madame Mariann Fischer-Boel, Lars Hoelgaard, directeur adjoint de la DG Agriculture de la Commission européenne, demeura indifférent aux arguments avancés. Dans



Jacques Barras d'Uniterre s'exprime devant 4'500 collègues.

centrale». A titre individuel, les pays doivent avoir le droit d'instaurer des normes sociales et écologiques et, ce faisant, de se protéger des importations qui sapent ces normes. Ensuite, le droit doit être conféré aux États de réguler leurs volumes de production. «Les prix également doivent pouvoir être protégés des variations de forte amplitude grâce, par exemple, à des quotas et des régimes d'accès au marché», plaident aussi les auteurs de l'étude qui en appellent à une participation active des acteurs du nord et du sud. En outre, les chaînes de produits devraient être «démocratisées» en ouvrant au grand public l'accès aux informations relatives aux flux commerciaux, aux normes et aux positions sur le marché. «Il nous faut une sorte d'office des cartels afin de brider le pouvoir exercé par une

différents régimes du marché du lait, qu'une régulation des volumes et du marché peut être bénéfique tant pour le consommateur que pour le producteur. Ainsi, les consommateurs paient, pour un même panier de denrées composé de produits laitiers, aussi peu au Canada qu'en Nouvelle-Zélande, sachant que le Canada pratique la régulation du marché la plus cohérente de la planète et assure des prix laitiers rémunérateurs et que la Nouvelle-Zélande est le pays dont le marché du lait est le plus libéralisé et dont le prix moyen à la production est le plus bas.

Niek Koning, économiste agronome de l'Université de Wageningen aux Pays-Bas, mit en garde contre une abolition de la régulation des volumes laitiers qui pourrait coûter cher au contri-

son exposé, il expliqua clairement qu'une poursuite de la politique des quotas ne bénéficierait d'aucun appui au sein de la Commission. «La Commission européenne n'en veut pas, il ne se dégage aucune majorité qualifiée au Conseil des Ministres et aucune majorité ne se dessine au Parlement européen», anticipa Hoelgaard au sujet des votes encore prévus dans les différentes instances. «L'abolition des quotas ne sonne pas le glas de la production laitière», affirma Hoelgaard. Les exportations traditionnellement fortes de l'Union européenne sont en perte de vitesse et l'UE s'est même faite dépasser par un tout petit pays comme la Nouvelle-Zélande qu'il convient désormais de rattraper.

Le Vice-président de la commission parlementaire agricole, Friedrich Wil-

helm Graefe zu Baringdorf, précisa qu'aux seuls décideurs politiques. «La volonté de réguler les volumes doit émaner des agriculteurs. Ils ne doivent pas permettre la division en leurs rangs même au cas où les convoitises s'aiguïseraient dans le chef de certains exploitants tentés de produire plus de lait en cas de hausse des prix», déclara l'eurodéputé. La même solidarité que celle affichée par les producteurs de lait dans leur querelle avec les laiteries au sujet d'une augmentation des prix est tout aussi nécessaire dans le débat sur les volumes. «Ceci n'est que le début de la lutte», prédit-il.

Les producteurs de lait présents en prirent plus que jamais conscience à l'issue de l'exposé de Lars Hoelgaard. «Il nous faut entrer en jeu», avait dé-

claré Sieta van Keimpema, Viceprésidente néerlandaise de l'EMB, dans sa présentation de l'EMB le matin. Van Keimpema fut très sévère à l'égard des propositions de la Commission européenne en matière d'extension de la production laitière: «Le relèvement des quotas de 2% aura pour effet de faire chuter les prix. Lorsque certains prétendent que le marché pourrait absorber plus de lait, je me demande alors pourquoi les prix du lait baissent à nouveau». Cependant, ce ne sont pas les volumes qui posent problème, mais le prix. «Il va sans dire que nous pourrions produire plus de lait. Mais dans ce cas, les prix doivent couvrir les coûts», exigea la Vice-présidente de l'EMB. «D'abord livrer le lait et ensuite vérifier le tarif ne constitue pas un modus operandi efficace pour les agriculteurs. Ce n'est qu'en négociant d'abord pour ensuite livrer que nous jouons activement notre rôle sur le marché», scandait-elle sous les applaudissements nourris des producteurs de lait.

à l'unanimité une résolution reprenant les revendications pour de justes prix laitiers et les conditions cadres requises et exposant les conséquences, pour le lait, d'une politique des «prix planchers». Inédit à ce jour, ce congrès des producteurs de lait parvint à réunir 4'500 agriculteurs, dont la plupart voyagèrent de nuit pour assister à cette rencontre. Ce taux de participation est un indice infaillible de la gravité de la situation des producteurs de lait. Comme l'explique un producteur de lait venu d'Autriche: «Ce fut une journée exceptionnelle et je retire beaucoup de motivation du fait qu'aujourd'hui, j'ai appris que mes collègues européens poursuivent le même objectif et s'engagent pour le groupement dans leur pays et en faveur de notre participation active au marché». Fondé il y a à peine deux ans, EMB regroupe déjà quelques 90'000 éleveurs de bétail laitier qui produisent 30 milliards kg de lait sur tout le territoire européen. L'EMB lutte pour une production laitière durable qui garantisse l'existence des producteurs de lait européens. A ces fins, une régulation du marché souple et modulée sur la demande s'avère indispensable.

EMB



A chacun sa vache...

claré Sieta van Keimpema, Viceprésidente néerlandaise de l'EMB, dans sa présentation de l'EMB le matin. Van Keimpema fut très sévère à l'égard des propositions de la Commission européenne en matière d'extension de la production laitière: «Le relèvement des quotas de 2% aura pour effet de faire chuter les prix. Lorsque certains prétendent que le marché pourrait absorber plus de lait, je me demande alors pourquoi les prix du lait baissent à nouveau». Cependant, ce ne sont pas les volumes qui posent problème, mais le prix. «Il va sans dire que nous pourrions produire plus de lait. Mais dans ce cas, les prix doivent couvrir les coûts», exigea la Vice-présidente de l'EMB. «D'abord livrer le lait et ensuite vérifier le tarif ne constitue pas un modus operandi efficace pour les agriculteurs. Ce n'est qu'en négociant d'abord pour ensuite livrer que nous jouons activement notre rôle sur le marché», scandait-elle sous les applaudissements nourris des producteurs de lait.

A la clôture du congrès, les éleveurs de bétail laitier en Europe adoptèrent



Drapeau de la campagne européenne pour un prix du lait équitable.



Sieta van Keimpema, vice présidente d'EMB et membre du Dutch Dairy Board (Pays-Bas).

«Témoignages de cohabitation avec les grands prédateurs alpins»

L'association «Empreintes alpines» organise une exposition à l'espace Pôle Sud à Lausanne le week end du 15 et 16 mars. Cette exposition fait suite à un voyage organisé en Slovénie, pays qui cohabite depuis bien longtemps avec les grands prédateurs. Elle donne la parole aux Slovènes et offre aux Suisses l'occasion d'un débat sans tabou.

- Court métrage, «l'homme qui a vu l'ours», filmé par Loïc Coat, présentera des témoignages slovènes de cohabitation avec les grands prédateurs alpins recueillis par Empreintes Alpines.

- Panneaux pédagogiques sur les statuts de protection, la biologie et l'histoire des populations d'ours, de loups et de lynx, en Suisse et en Slovénie.

- Photos naturalistes slovènes et vidéo sur le lynx dinarique diffusée en continu.

- Reproductions d'oeuvres d'art de Robert Hainard artiste, philosophe et naturaliste suisse, représentant la faune slovène et travaux (dessins et terre-cuite) d'écoliers suisses et slovènes, sur le thème de la cohabitation avec les grands prédateurs

Des conférences auront également lieu:

Le 15 mars à 17h00: M. Pierre Hainard évoquera les voyages naturalistes de son père, Robert Hainard, en Slovénie. Ensuite, Michel-Joseph Braillard, berger et consultant en pastoralisme, interviendra sur la gestion des troupeaux d'alpage à l'aide des chiens de protection.

Le 16 mars à 15h00: film «Les grands prédateurs vont-ils tous nous dévorer?» avec le réalisateur.

Exposition à l'espace Pôle Sud, 3 Av. Jean-Jacques Mercier, 1003 Lausanne. www.polesud.ch Horaires d'ouverture 9h00-19h00, Entrée libre.

InterLock
Le confort par excellence

TAPIS CAOUTCHOUC

- ✓ Etables & stabulations
- ✓ Renovations et neuf
- ✓ Sans comparaison avec béton/asphalte
- ✓ Antiglis et isolant
- ✓ Devis sans engagement

LGC SA - CP 48 - 1627 VAULRUZ

☎ **026 913 79 84**

✉ swiss@animat.ca www.animat.ca

L'avenir paysan tessinois se conjuguera dorénavant aussi avec Agrifutura

Agrifutura est une association paysanne qui s'est récemment créée au Tessin. Elle compte aujourd'hui une cinquantaine de membres qui s'engagent pour une agriculture entrepreneuriale et proche de l'environnement.

Les statuts de l'association annoncent clairement qu'elle a pour but de promouvoir l'esprit d'entreprise comme celui de solidarité entre ses membres. Elle souhaite sauvegarder le territoire agricole, promouvoir l'information et les contacts avec ceux qui touchent de près ou de loin à l'agriculture et proposer des services à ses membres. Agrifutura a organisé sa première assemblée générale le 23 février dernier et y a invité Uniterre afin qu'il apporte son point de vue sur l'accord de libre échange avec l'Union européenne. Le comité de 5 personnes, tous paysan-ne-s à temps plein, a mené la séance avec énergie.

3 axes de travail

Agrifutura souhaite travailler à une meilleure information de ses membres et sympathisants. Par des assemblées traitant de thèmes très variés, elle désire permettre à ses membres de se faire une opinion avant qu'un sujet soit soumis à décision. Le blog interactif et le site internet servent également de plateforme d'échanges. Le deuxième axe de travail concerne les services proposés à ses membres. La jeune association souhaite proposer un service juridique sur des enjeux aussi variés que le droit foncier, les aspects liés au domaine des travailleurs agricoles ou les dégâts dus à la faune. Le troisième axe qui sera étudié par l'association est celui de la politique. Les thématiques concernant l'agriculture (politique agricole, nouvelle politique régionale, aménagement) seront étudiées par des groupes ad hoc. Agrifutura reste néanmoins totalement indépendante des partis politiques.

Plusieurs actions effectuées

Agrifutura a déjà quelques prises de position à son actif. Elle s'est par exemple exprimée sur les conclusions de la nouvelle politique régionale. Une délégation était également présente à Berne pour lancer la campagne pour un prix du lait équitable. Pour Giovanni Berardi, président d'Agrifutura, cette journée à Berne a soulevé trois aspects primordiaux: «tout d'abord, ce mouvement permet de rehausser la tête, de ne pas subir les négociations mais de devenir un véritable partenaire dans

la négociation en expliquant les raisons qui amènent à augmenter le prix du lait. Ensuite, le fait de se retrouver ensemble pour un but commun brise l'idée que nous sommes seuls. Enfin, en tant que paysan qui ne produit pas du lait, j'ai trouvé très important de montrer ma solidarité avec les producteurs de lait».

Devenir un acteur clé

Agrifutura a l'intention de devenir un acteur incontournable de la vie tessinoise. Elle s'applique aujourd'hui à se faire connaître en rencontrant l'administration, des institutions ou des associations. Angela Tognetti, membre du comité, appelle les membres à briser les tabous et à travailler avec les organisations qui

Agrifutura a déjà de grands projets pour 2008. Elle souhaite renforcer les contacts directs avec ses membres et organiser plusieurs rencontres pendant l'année. Des réunions sur des thèmes régionaux sont également envisagées. La première pourrait se retrouver dans le «Mendrisiotto», région qui, si elle accueille l'école d'agriculture tessinoise et la plus grande cave viticole, a pourtant de grande difficulté à donner un avenir à son agriculture. Le biogas agricole sera étudié de manière approfondie et l'assemblée a adopté le principe que le comité étudie le projet de plan directeur cantonal en consultation ces prochaines semaines. Afin de renforcer sa présence dans les instances qui dé-

veloppent les grands axes d'orientation du secteur agro-alimentaire tessinois, l'association va revendiquer un siège à la conférence agroalimentaire. Enfin et non des moindres, Agrifutura a été séduite par le projet EMB pour un prix du lait équitable. Elle s'est engagée à organiser prochainement une séance d'information sur le sujet pour tous les producteurs de lait tessinois. Déjà en possession de nombreux documents élaborés par Uniterre, elle a promis de prendre contact avec EMB et les organisations suisses qui se sont lancées

Accord de libre-échange au débat

Après l'intervention d'Uniterre, un débat s'est instauré sur les avantages ou inconvénients d'un accord de libre-échange. L'un a estimé que refuser d'entrer en négociation était synonyme de fermeture et de blocage. Que la libéralisation du secteur du fromage avec l'Union européenne avait démontré qu'il était possible de pénétrer le marché européen. D'autre part, le dumping social et environnemental existe déjà puisque ces produits décriés se trouvent sur nos étalages. D'autres ont relevé la concurrence déloyale que l'agriculture subit actuellement, notamment en raison du franc suisse. N'étant pas dans l'Union européenne, les conditions cadres sont très différentes. Avec un prix du lait à 70 francs par cent kilos, on n'arrive pas à rémunérer une heure d'électricien suisse alors que le paysan de la région de Milan, avec un prix du lait de 42 euros par 100 kilos, peut recevoir un électricien pendant plus d'une heure et demie.

Tout le monde s'accorde à dire qu'accord de libre échange ou non, la nécessité de se regrouper est patente. Si certains industriels laitiers sont par exemple contre le pool laitier, ce n'est pas pour rien. Une organisation forte des producteurs devrait permettre de gérer solidement les quantités et d'imposer des prix justes.

Si aucune décision n'a été prise sur l'accord de libre-échange, et ce n'était pas le but, la discussion a relevé le fait qu'il était important de comprendre les enjeux internationaux mais qu'il était tout aussi indispensable de se raccrocher à des enjeux concrets locaux sur lesquels nous avons le sentiment d'avoir encore prise. Et petit à petit, lorsque force et solidarité se seront répandues, nous pourrons alors plus facilement faire face aux décisions politiques et de marchés.

Valentina Hemmeler Maïga

Plus d'infos: www.agrifutura.ch



Le comité d'Agrifutura: Angela Tognetti, Giovanni Berardi (Président), Marco Bassi, Giovanni Foletta, Giovanni Boggini.

se sont prêtés à faire avancer des projets concrets avec Agrifutura. Selon elle, le blog est un lien entre les membres, mais est aussi une fenêtre ouverte vers le reste de la société. Un membre de l'assemblée a exprimé son soutien à l'association en disant qu'il trouvait enfin une association «force de propositions» qui a été capable de mettre de côté les lamentations. Agrifutura a la potentialité de mobiliser la base paysanne, de la responsabiliser.

2008 s'annonce fructueux

Abonnements et changements d'adresse : Patricia Gaillet, 1564 Domdidier Tél. 026 675 16 46, Fax 026 675 16 36, p.gaillet@uniterre.ch Fr. 150.-paran, CCP 17-6872-4, Banque Raiffeisen, Compte Uniterre No 28496.55, 1564 Domdidier

Commission «par l de lait, 1.- pour le paysan»: Jacques Barras, la Grande Planche, 1698 Bouloz Tél. 021 907 11 68, j.barras@uniterre.ch